

Session 27

L'UE est morte, vive l'UE

« Pros and cons »

Hélène Rey

Cercle des économistes

L'Europe cumule tous les défis. Confrontée à une croissance trop molle et à un chômage trop élevé, aux attaques terroristes, au drame des migrants et des réfugiés, elle manque singulièrement de vision, de cap et de gouvernance.

L'enjeu est de taille. Quand crise économique et crise politique coïncident, le risque de désintégration croît et les voix populistes et démagogiques se font entendre de façon plus stridente comme l'a bien montré le Royaume-Uni. L'urgence est là.

D'un point de vue macroéconomique, les nuages se sont amoncelés sur la zone euro. Les dangers du partage d'une monnaie unique sans avoir de politique budgétaire commune nous ont été rappelés avec les crises des secteurs bancaires et des dettes souveraines en Irlande, Grèce et ailleurs. Les racines de cette crise sont probablement à chercher du côté des déséquilibres financiers et des défaillances de régulation et de supervision qui ont permis aux secteurs bancaires des pays de la périphérie de se sur-endetter et de gonfler des bulles immobilières démesurées par rapport à la taille de leurs économies. Les secteurs financiers des pays au centre de la zone euro ont, quant à eux, également contribué à cette orgie financière en prêtant de façon immesurée. Une réaction salutaire est venue grâce à l'intervention de la Banque Centrale Européenne et à l'établissement d'une union bancaire. Cette dernière reste cependant incomplète et fragile. La zone euro souffre toujours d'un surplomb de dette, sans mécanisme efficace pour la réduire. Cette dette bloque les réformes et ralentit la reprise économique. Elle empoisonne les relations entre États membres et conduit à des sentiments de ressentiment et de rejet entre pays créateurs et pays débiteurs. Il semblerait urgent de discuter d'un mécanisme de restructuration ordonné pour les dettes souveraines et de plans pour les prêts bancaires non performants. L'expérience montre que c'est seulement lorsque les bilans des banques sont apurés que la croissance peut repartir (Japon, USA, Suède).

La zone euro et/ou l'Union européenne auraient aussi besoin d'une capacité budgétaire pour faire face au risque agrégé. Le risque de stagnation séculaire est bien réel. Dans un monde où les Banques centrales semblent avoir atteint les limites de la politique monétaire, et où des tensions apparaissent avec l'opinion publique dans certains pays (Allemagne) lorsque la taille des bilans augmente, la zone euro manque cruellement d'un autre moteur, qui pourrait venir d'une capacité d'investissement conséquente au niveau européen.

D'un point de vue démocratique, on peut se demander si la balance du pouvoir entre les réunions à huis-clos des ministres des finances ou des chefs d'États et le Parlement européen est la bonne. Le degré d'implication des citoyens européens avec leurs députés (et vice-versa) semble aussi très faible. Peut-être la formation d'un parlement de la zone euro avec une composition mixte de parlementaires nationaux et européens serait une bonne piste. On pourrait également penser à un véritable gouvernement de la zone euro.

D'un point de vue citoyen, les élites ont tendance à oublier qu'elles sont les principales bénéficiaires de la globalisation en général et de la construction européenne en particulier au moins directement. Les citoyens les mieux éduqués sont aussi souvent les mieux à même d'extraire les bénéfices de

larges marchés où la concurrence s'exerce. Par contre les ouvriers ou plus généralement les personnes dont les emplois sont directement en concurrence avec les pays à bas coût se retrouvent souvent exclus du marché de l'emploi ou voient leurs salaires stagner ou diminuer. Des effets d'agglomération des migrants, même temporaires, peuvent créer des tensions sur certains services publics (service de santé, éducation) ou sur le prix des logements. Ces effets sont souvent très localisés dans un contexte où les effets macroéconomiques des migrants sur l'économie sont positifs. Mais il n'y a pas assez de redistribution des gains de l'ouverture des frontières vers certaines parties de la population, ce qui aliène de nombreux citoyens et contribue à accroître les votes populistes et xénophobes. Ces effets indésirables pourraient-ils être résolus par des interventions déterminées des pouvoirs publics visant à distribuer plus uniformément sur les territoires européens les gains de l'intégration européenne et de la globalisation ?

Malgré tous ces problèmes, le projet européen est plus que jamais nécessaire (vive l'Europe!). Il y a bien sur les bénéfices économiques liés au commerce international et à la mobilité des personnes, les effets d'échelle liés au marché unique et à une monnaie commune. Mais plus profondément, la construction européenne fut à l'origine un processus pour promouvoir la paix et la prospérité dans une région dévastée par la guerre. Quelle est sa raison d'être à présent ? Bien sûr il faut défendre les acquis dans ce domaine car ils sont existentiels mais ce n'est pas une feuille de route suffisante. L'Union européenne est le seul canal par lequel les valeurs et modes de vie des sociétés européennes peuvent se projeter à l'échelle mondiale. Que pèse un pays moyen face à la Russie ou à la Chine, face aux multinationales ? Pas grand-chose. L'Union européenne pèse lourd et pourrait peser bien plus lourd si des politiques coordonnées dans le domaine du digital, de l'énergie, de l'environnement, de la sécurité (*quid* d'un FBI Européen ?) si une politique extérieure commune était adoptée. Comment faire ? Les améliorations apportées à la gouvernance européenne, en particulier à celle de la zone euro, étaient nécessaires mais clairement insuffisantes. Faut-il approfondir l'Europe autour d'un « noyau dur » resserré, quitte à provoquer des fractures politiques et des fragmentations économiques et financières, faut-il remettre en cause les ambitions initiales, ou convient-il de relancer la construction européenne sur des bases radicalement différentes ?